

Unité départementale du Loiret
03 rue du Carbone
45072 Orléans

Orléans, le 11/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE LEPLATRE ET COMPAGNIE

21 rue du Moulin
45130 Épieds-En-Beauce

Références : 330/2024
Code AIOT : 0010005758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement SOCIETE LEPLATRE ET COMPAGNIE implanté 21 RUE DU MOULIN LE BOURG 45130 EPIEDS-EN-BEAUCE. L'inspection a été annoncée le 05/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 08 décembre 2022, l'inspection a été destinataire d'une plainte, déposée par un riverain du site, pour des nuisances sonores émanant de l'établissement LEPLATRE à Epieds en Beauce.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LEPLATRE ET COMPAGNIE
- 21 RUE DU MOULIN LE BOURG 45130 EPIEDS-EN-BEAUCE
- Code AIOT : 0010005758
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société LEPLATRE, implanté au 21 rue du Moulin sur la commune d'Epieds-en-Beauce, relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre des rubriques 2160-2.

L'établissement relève du statut SEVESO Seuil Bas par la règle de cumul définie à l'article R.511-11 du code de l'environnement au titre des dangers physiques, en raison des quantités de produits utilisés visés par les rubriques 4702-II et 4718-2 de la nomenclature des installations classées.

Il comporte également des activités relevant du régime de la déclaration (selon les cas, avec contrôle périodique) au titre des rubriques 2160-1b ; 2175 ; 4718-2 ; 2260-2b; 4702-II et 4702-III-b.

Les activités classées dans les rubriques 4702-IV et 4510-2 sont quant à elles non classées.

Les activités de cet établissement sont encadrées par arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Équipement sous pression
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 8.5.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Plan des zones à risques d'explosion	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Conformité des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Etat des stocks des matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Stockage de	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	gaz inflammables liquéfiés	25/05/2016, article 8.5.4.1	prescription	
10	Stockage engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 6.2.2 et 6.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Recensement SEVESO	Code de l'environnement du 23/07/2024, article R.515-86	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 8.5.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'<u>interdiction d'apporter du feu</u> sous une forme quelconque - notamment l'interdiction de fumer et l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires - dans les parties de l'installation visées à l'article 8.5.4.2. « incendie » et « atmosphères explosives » du présent arrêté. Cette interdiction doit être affichée soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire de stockage ; - l'<u>obligation du permis de feu</u> pour les parties de l'installation visées l'article 8.5.4.2. du présent arrêté présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de

<p>fluides) ;</p> <p>les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au CHAPITRE 7.6 du présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les précautions à prendre avec l'emploi et le <u>stockage de produits incompatibles</u> ; - les <u>moyens d'extinction</u> à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... ; - les modalités de mise en oeuvre des <u>dispositifs d'isolement du réseau de collecte</u>, prévues à l'article 8.5.2.6. du présent arrêté
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un document « consignes d'évacuation en cas d'incendie ou de sinistre ». Elle énonce les étapes que doit réaliser le personnel en cas de début d'incendie (donner l'alerte/coupures des sources d'énergie/ utilisation des moyens de lutte contre l'incendie/ évacuation / appel des secours) ; une répartition succincte des tâches à accomplir ; le numéro de téléphone du responsable du site ainsi que celui de l'accueil.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un premier exemplaire est à disposition du personnel dans le bureau d'exploitation et un deuxième est affiché au niveau de l'installation GPL, accompagné d'un plan de la citerne.</p> <p>L'inspection a constaté l'affichage effectif des documents sur le grillage qui ceinture l'installation de gaz.</p> <p>Pour autant, les « consignes d'évacuation en cas d'incendie ou de sinistre » présentées par l'exploitant ne sont pas dédiées à cette installation.</p> <p>Elles n'intègrent pas les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du réservoir de gaz.</p> <p>Ecart [PdC n°1] L'exploitant ne justifie pas d'une procédure spécifique pour la mise à l'arrêt d'urgence et la mise en sécurité du réservoir GPL.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir une consigne dédiée à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de la cuve GPL.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel

Prescription contrôlée :

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées ce rapport, constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé vis-à-vis des dispositions du présent arrêté.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de vérification annuel des installations électriques selon le référentiel APSAD D18.

Cette vérification a été réalisée par la société APAVE du 11 mars 2024 au 12 mars 2024 sur les deux sites (n°8 et 21) de la Société LEPLATRE ET COMPAGNIE.

Un compte rendu (n°534510.01.60.24.M.001.ELAR.001), en date du 13 mars 2024, indique 7 anomalies et que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Les 7 anomalies relevées sont les suivantes :

3 PAVILLON BUREAUX - 3.2 SOUS-SOL - 3.2.5 ARCHIVES

- Tableau : Coffret

(2020) - Protection de surintensités absente sur le neutre des circuits (régime IT)

Amélioration proposée : Remplacer les disjoncteurs unit + neutre par des disjoncteurs bipolaires

3 PAVILLON BUREAUX - 3.2 SOUS-SOL - 3.2.7 DEGAGEMENT

- Tableau : Tableau Bureaux

(2020) - Protection de surintensités absente sur le neutre des circuits (régime IT)

Amélioration proposée : Remplacer les disjoncteurs unit + neutre par des disjoncteurs bipolaires

6 SECHOIR ROULIN

- Tableau : ARMOIRE PC ECL

· PC 220

Disjoncteur type déclic interdit sur votre site (2024) - Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection

Amélioration proposée : A remplacer

8 MAGASIN PALETTE

- Circuits terminaux :
· Perceuse sur colonne (PC) - MISTER DRILL -
(2024) - Entrée de câble défectueuse
Amélioration proposée : A refaire au niveau de la boîte à bornes

8 MAGASIN PALETTE - 8.3 EXTENSION MAGASIN

- Tableau : armoire extension
· Alarme
(2024) - Protection de surintensités absente sur le neutre de(s) circuit(s) à régime IT
Amélioration proposée : Remplacer le disjoncteur en place par un modèle à relais multipolaire

11 MAGASIN CIMENT - 11.3 REZ-DE-CHAUSSEE

Une rallonge noire
(2024) - Entrée de câble défectueuse
Amélioration proposée : A refaire au niveau de la fiche

11 MAGASIN CIMENT - 11.4 1ER ETAGE

- Circuits terminaux :
· Appareil(s) d'éclairage masse inac - -
2 appareils d'éclairage(2024) - Matériel inadapté au risque de poussière
Amélioration proposée : Le remplacer par du matériel IP55 - IK07

Le Q18 conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

De plus, l'inspection constate une incohérence dans le rapport.

En effet, l'intervenant de la société APAVE indique qu'une vérification complète des installations a été réalisée.

Or, dans le tableau de constations, en page 3 du rapport, le sigle "NV" pour "non vérifié" est indiqué devant la case "Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel".

Egalement, selon le rapport, l'intervenant de la société APAVE n'a pas été autorisé par l'exploitant à procéder à une coupure totale de l'alimentation électrique du site.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il a un salarié dédié à la maintenance des installations électriques et pneumatiques pour les sites de la société. Il planifie la venue des organismes extérieurs de contrôle et traite les anomalies relevées par ces derniers.

L'exploitant a présenté un tableau de maintenance du site réalisé sur un tableur informatique dans lequel il enregistre les différentes opérations de réparation ou d'entretien réalisées.

Pour autant, l'exploitant ne justifie pas d'un plan d'action pour les anomalies relevées lors du dernier contrôle des installations électriques du site.

Aussi, le Q18 présente des incohérences du fait que la vérification de l'installation ne peut être complète si des points n'ont pu être vérifiés, comme notamment le « dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel ».

Ecart [PdC n°2] En l'absence de la résorption de l'ensemble des anomalies relevées et en l'absence d'un contrôle exhaustif de l'ensemble des installations électriques, l'exploitant ne justifie pas d'installations électriques entretenues en bon état et conformes en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra proposer un plan d'action afin de résorber l'ensemble des anomalies et non conformités relevés lors de la vérification périodique de ses installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan des zones à risques d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Zone à atmosphère explosive

Prescription contrôlée :

[...] Le plan des zones à risque d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le Q18 de la vérification des installations électriques de ses deux sites (n°8 et 21) d'Epieds en Beauce.

Cette vérification a été réalisée par la société APAVE du 11 mars 2024 au 12 mars 2024 ;

Un compte rendu (n°534510.01.60.24.M.001.ELAR.001), en date du 13 mars 2024, indique 7 anomalies et que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'intervenant de la société APAVE indique ne pas avoir la « désignation des locaux à risques d'incendie » et le « document relatif à la protection contre les explosions ».

Cet écart a également été relevé lors de la visite d'inspection du 10 juin 2021.

L'exploitant a indiqué qu'il a mandaté la société 2LCA afin de réaliser le POI du site. POI qui intégrera le plan des zones à risque.

Un retour est prévu pour la mi-septembre 2024.

Néanmoins, au jour du contrôle, l'exploitant ne peut justifier d'un plan des zones à risques du site.

Ecart [PdC n°3] L'exploitant n'a pas présenté le plan des zones à risques à l'organisme chargé des vérifications des installations électriques du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un plan des zones à risques de son établissement à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des risques

Prescription contrôlée :

La **politique de prévention des accidents majeurs** prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'**analyse des risques menée par l'assureur** dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des **personnes désignées** par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un **plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023** ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les **premiers prélèvements environnementaux**, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. **Dans le cas de prestations externes**, les **contrats** correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la **remise en état et le nettoyage de l'environnement** après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

Le présent contrôle n'a pas porté sur la PPAM de l'établissement. Il a uniquement porté sur le volet POI tel que prescrit par le présent article.

L'exploitant a indiqué que l'élaboration du POI est en cours par le bureau d'étude 2LCA.

L'achèvement du POI est prévu courant septembre 2024.

L'exploitant a également fait savoir qu'une manœuvre avec les pompiers est prévue courant du mois de septembre et un exercice POI pour décembre de cette année.

Pour autant, l'exploitant ne peut présenter un plan d'opération interne le jour de l'inspection.

Ecart [PdC n°8] L'exploitant ne justifie pas d'un plan d'opération interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un plan d'opération interne pour répondre à l'écart du [PdC n°8].

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l' ARF , l' étude technique , la notice de vérification et de maintenance , le carnet de bord et les rapports de vérifications . Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. [...]
Constats : Lors de la visite précédente du 10 juin 2021, l'exploitant devait transmettre une copie : - de la dernière version de l'analyse du risque foudre, - de l'étude technique foudre - et le cas échéant du rapport d'installation des dispositifs de protection. L'inspection n'a pas eu de retour de l'exploitant. Lors de la présente visite, l'exploitant n'a pas présenté l'analyse foudre et l'étude technique foudre de son établissement. Par conséquent, l'exploitant ne répond pas aux prescriptions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé. Ecart [PdC n°6] L'exploitant ne justifie pas de l'analyse foudre et de l'étude technique foudre à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les documents demandés par l'inspection pour répondre à l'écart relevé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Conformité des dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'Union européenne.</p> <p>Pour les installations dont le premier arrêté d'autorisation est antérieur au 24 août 2008 : l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.</p> <p>Pour les installations dont le premier arrêté d'autorisation est postérieur au 24 août 2008 : l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.</p> <p>Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée <u>annuellement</u> par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète <u>tous les deux ans</u> par un organisme compétent. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis un devis (n°51277044) de la société BCM Foudre en date du 27 septembre 2023.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté deux rapports de vérification des installations foudre des deux sites (n° 21 et 8) de la société LEPLATRE, implanté à EPIEDS EN BEAUCE.</p> <p>Concernant le site faisant l'objet de la visite d'inspection (n° 21), le rapport de la vérification complète de l'installation de protection foudre, en date du 29/09/2022 (n° 1GF.IDF.0253), met en évidence 4 non-conformités sur le « PDA 1 » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de compteur de coups de foudre ; - absence de pancarte d'avertissement ; - emplacement de la prise de terre non identifié - absence de mise à la terre des canalisations métalliques gaz entrants. <p>Le rapport fait également mention de 3 « Avis suspendu » sur des points de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le test de la partie active (noté NB1) « Par l'absence de dispositif de test des PDA, nous n'avons pas pu contrôler le bon fonctionnement des paratonnerres. » ; - pour le cheminement du conducteur de la descente n°1.1 (NB2) du fait que « la toiture de l'installations PDA 1/2/3 n'étant pas accessible (absence de moyen d'accès), les cheminements en toiture des conducteurs de descente cheminant en toiture n'ont pu être vérifiés. »; - pour la prise de terre n°1.2 (NB3) « Par l'absence de plans d'implantation et d'informations

concernant leurs implantations, les prises de terres PDT 1.2/2.2/3.2 n'ont pu être vérifiées et mesurées »..

Par conséquent, le caractère opérationnel et la conformité de l'installation de protection foudre du site n'a pu être vérifiée dans son intégralité.

L'inspection constate également que le Dossier d'Ouvrage Exécuté (DOE) de la société FORSOND SAP et le rapport de vérification périodique pour l'année 2021 n'ont pas été présentés à l'intervenant de la société 1GFOUDRE.

Dans le rapport de **vérification visuelle, en date du 19 septembre 2023** (n°1GF1722), l'organisme de contrôle a levé les non conformités susmentionnées du PDA 1 mais a donné 2 « Avis suspendu » en marge de deux points de contrôle :

- sur la descente n°1.1, conducteur, « AS1 : En l'absence de moyens d'accès pour la toiture, nous n'avons pu contrôler l'installation paratonnerre PDA 1/2/3 ainsi que les conducteurs de descente. » ;
- sur la prise de terre n°1.2, « AS2 : En l'absence de plans d'implantation et d'informations concernant leurs implantations, les prises de terres PDT 1.2/2.2/3.2 n'ont pu être vérifiées. ».

Le rapport mentionne également 2 remarques dont une sur l'absence de Notice de Vérifications et de maintenance (NVM).

Pour autant, le prestataire conclut à la conformité du site malgré les limites d'intervention.

Lors de la visite sur le site, l'inspection a constaté la présence du compteur de coups de foudre pour le PDA1. Celui-ci de marque Cirprotec, CDR-401, n'affichait aucun impact.

Au vu des rapports ci-dessus, certaines anomalies sont récurrentes. L'exploitant ne justifie pas de mesures correctives à la suite des anomalies relevées dans le rapport de vérification complète des installations foudre en 2022.

Ecart [PdC n°4] L'exploitant ne justifie pas de systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique conformes aux normes réglementaires en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un plan d'action afin de résorber les anomalies relevées dans le rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Recensement SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/07/2024, article R.515-86
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement SEVESO
Prescription contrôlée : I.-A l'issue de la procédure prévue au II de l'article L. 515-32, l'exploitant informe le préfet du résultat de ce recensement . A compter du 31 décembre 2015, ce recensement est effectué tous les quatre ans, au 31 décembre . Il est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour : 1° Dans un délai raisonnable : a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente section ; b) Avant la réalisation de modifications des installations ou des activités d'un établissement entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente section ou, si l'établissement en relève déjà, de le faire passer du régime " seuil bas " au régime " seuil haut " défini à la sous-section 2 ou, à l'inverse, du régime " seuil haut " au régime " seuil bas " ; c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; 2° Dans le délai d'un an à compter du jour où, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1°, un établissement entre dans le régime défini à la présente section. Les catégories d'informations et les modalités de leur transmission au préfet sont fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées. Le résultat du recensement des substances dangereuses est communiqué par le préfet à toute personne sur demande, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35. II. - Lorsque l'exploitant souhaite faire application des dispositions définies au e du II de l'article R. 511-11, il communique au préfet un document technique démontrant l'impossibilité, pour une ou plusieurs substances, de déclencher un accident majeur, directement ou par répercussion sur d'autres installations. Ce document est mis à jour en cas de modification de la quantité de la ou des substances considérées, ainsi qu'à chaque modification de leur localisation dans l'établissement et à chaque modification des modalités de leur utilisation au sein du site.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a procédé à la déclaration, le 26 mars 2024, du résultat du recensement des substances et mélanges dangereux détenus sur son site. Pas d'écart constaté

N° 8 : Etat des stocks des matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des **rubriques 4XXX** de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis un état des stocks d'ammonitrate 33,5 % en vrac.

L'inspection a constaté que cet état ne concernait qu'un seul type d'engrais et que celui-ci est réalisé sur la période de février 2023 à fin février 2024.

L'exploitant a également transmis un relevé de la cuve de gaz n°1 du site. La quantité de propane contenu représente 62 % de la cuve au 10 janvier 2024.

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2016 fixe la quantité maximale d'engrais de type 4702-II, susceptible d'être stockée sur le site, est de 500 tonnes.

Lors de la présente inspection, il est constaté que l'exploitant tient à jour un état des stocks des engrais, réévalué quotidiennement.

L'exploitant a présenté un état des stocks des engrais classés dans la rubrique 4702.II (ammonitrates 33.5%).

Cet état des stocks relève les quantités des matières présentes sur les deux établissements de la société LEPLATRE (n°8 et n°21). Il y figure également les quantités livrées (du fournisseur, au client, sans transit par les sites) et les prévisions d'approvisionnements.

Au regard de l'état des stocks, il s'avère que la quantité stockée d'engrais de catégorie 4702-II est inférieure et conforme à la quantité maximale prescrite par l'arrêté préfectoral du 25 mai 2016.

L'exploitant a indiqué qu'il utilise le logiciel « ATYS » pour la gestion des stocks et ces données sont enregistrées sur le serveur de stockage du site.

L'inspection a constaté visuellement la présence d'ammonitrate dans la case n°6 du magasin d'engrais et qu'une plaque « ammo » ainsi que le sigle de comburant étaient apposés sur un des montants de la case d'engrais.

Concernant le stockage du propane, le relevé est réalisé quotidiennement pendant les périodes de séchage et tous les deux mois hors période. Ce suivi est défini dans une procédure présentée par l'exploitant.

Ces relevés sont archivés dans le classeur suivi silo.

De par sa nature le gaz est une substance dangereuse relevant de la Directive SEVESO 3 et nommément désignées dans la nomenclature des installations classée sous la rubrique 4718.

Pour autant, l'exploitant ne fait pas figurer la quantité de propane contenu dans la cuve de gaz du site dans son état des stocks.

L'exploitant doit être vigilant à mentionner dans son état des stocks l'ensemble des matières dangereuses présentes dans ses installations (à titre d'exemple : engrais relevant de la rubrique 4702-III ou 4702-IV, produits phytopharmaceutiques classés,...)

Ecart [PdC n°11] L'exploitant ne justifie pas d'un état des stocks exhaustif et à jour des matières

dangereuses détenus dans son établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit enregistrer la quantité de gaz détenue sur son site dans l'état des stocks des matières dangereuses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Stockage de gaz inflammables liquéfiés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 8.5.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurités
Prescription contrôlée : L'installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés est dotée de <u>moyens de secours contre l'incendie</u> appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation. L'installation est également dotée d'un <u>moyen permettant d'alerter</u> les services d'incendie et de secours. En complément des moyens définis à l'article 7.7.3. du présent arrêté, l'installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés est dotée de deux extincteurs à poudre et le réservoir est équipé d'un système fixe d'arrosage raccordé avec un débit minimum de 6 l/m ² /min, pour une durée minimale de 2 heures. Un <u>film d'eau homogène</u> sur l'intégralité de la surface du réservoir est obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir. Tous ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an . Ces moyens de secours (sauf système fixe d'arrosage de réservoir) doivent pouvoir être aussi utilisés en toute efficacité pour intervenir sur l'aire de ravitaillement par camions (cf. article 8.5.4.9. du présent arrêté) et sur l'aire d'inspection des camions (cf. article 8.5.3.2. du présent arrêté).
Constats : La cuve GPL du site est soumise à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4718-2. C'est un réservoir aérien de 110m ³ pour une quantité de 48,15 tonnes de propane. L'exploitant a précisé que la cuve a été installée en 2015, lors de l'installation du séchoir « Satig ». L'inspection a constaté la présence d'un grillage clôturant le périmètre de l'installation de stockage de gaz. L'accès se fait par un portail, verrouillé par un cadenas et deux extincteurs à

poudre de classe ABC sont installés à proximité.

L'inspection a également constaté la présence de deux détecteurs de gaz et d'une rampe d'aspersion. Cette dernière est alimentée par le réseau d'eau publique et est déclenchée manuellement en cas de problème sur l'installation.

L'exploitant a indiqué qu'en cas de fuite de gaz, une alarme sonore retentit au niveau du bureau d'exploitation. L'inspection n'a pas vérifié la présence d'une alarme sonore dans le bureau d'exploitation.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas de report d'alarme en dehors des heures de travail.

Préalablement, à la visite, l'exploitant a transmis le dernier relevé de gaz de la cuve n°1 en date du 10/01/2024. Le niveau de gaz relevé à cette date était de 62 %.

L'inspection a relevé un volume de gaz de 65 % de la cuve, au cours de la visite.

Pour rappel, lors de la visite précédente du 10 juin 2021, il avait été demandé à l'exploitant de justifier :

- le réservoir de gaz liquéfié est équipé d'un système fixe d'arrosage raccordé avec un débit minimum de 6 l/m²/min, pour une durée minimale de 2 heures
- la mise en œuvre du système d'arrosage des parois du réservoir de gaz liquéfié est asservie à une détection de gaz située à proximité de l'installation. »

Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué que les buses d'aspersion ont été changées et que la dernière vérification de l'équipement sous pression a eu lieu en date du 07 juillet 2020. Cependant, l'exploitant ne peut apporter de justificatifs quant au débit minimum du système fixe d'arrosage de la cuve de gaz.

De plus, il a été constaté que le système d'arrosage est manuel, ce qui n'est pas en écart aux dispositions réglementaires mais limite les conditions de mobilisation de l'équipement.

Un test du système d'arrosage a été effectué lors du présent contrôle. Lors de l'essai, il est constaté que la vanne manuelle d'ouverture est située dans un regard au sol au pied de la cuve de GPL. Cette localisation n'est pas judicieuse en cas d'accident (fuite de GPL ou incendie) puisqu'elle ne sera pas accessible. L'exploitant a indiqué qu'une autre vanne du réseau existe en amont. L'inspection n'a pas contrôlé l'existence de cette vanne.

Lors du test d'arrosage de la rampe d'aspersion, l'inspection a constaté que l'aspersion ne couvrait pas uniformément la surface de la cuve GPL. En effet, du fait du vent le jour de l'inspection, les jets issus des buses étaient déviés et ne couvraient qu'une demi circonférence de la cuve.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection a donc constaté que :

- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit de 6l/m²/min pendant 2h du système fixe d'arrosage,
- l'exploitant ne justifie du bon fonctionnement et bon état de la détection gaz au travers d'un contrôle annuel,
- un film homogène d'eau émis par le système d'arrosage ne couvre pas la totalité de la cuve,
- la localisation de la vanne manuelle d'ouverture d'arrivée d'eau au système d'arrosage n'est pas située à distance du réservoir.

Ecart [PdC n°7] L'exploitant ne justifie pas d'une vérification annuelle et du maintien en bon état des équipements de protection de la cuve GPL notamment la détection gaz et le système fixe d'arrosage ainsi que de l'obtention d'un film d'eau homogène sur la totalité de la cuve alimentée par un vanne manuelle à distance de cette cuve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant:

- de la présence du débit minimal requis du système fixe d'arrosage (rapport de vérification annuel),
- du bon fonctionnement et du bon état de la détection gaz (rapport de vérification annuel),
- de l'obtention d'un film homogène sur la totalité de la surface de la cuve,
- de la présence d'une vanne manuelle à distance de la cuve.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Stockage engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6

Thème(s) : Risques accidentels, détection automatique

Prescription contrôlée :

Les **magasins de stockage** et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une **détection** efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple).

Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de

détection ainsi que de son dimensionnement.

Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est **obligatoire** et fonctionne en permanence.

La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

L'exploitant établit des **consignes de maintenance** et **organise à une fréquence adaptée** des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

Constats :

L'installation est composée de :

- 6 cases de stockage d'engrais vrac, d'une capacité unitaire de 275 tonnes ;
- 4 cases de stockage d'engrais vrac, d'une capacité unitaire de 150 tonnes.

L'inspection a constaté la présence de dispositif de détection gaz dans le magasin d'engrais. L'exploitant a indiqué qu'un contrôle de son dispositif était prévu pour le 07 août 2024. En cas d'incident, l'exploitant a indiqué qu'un report d'alarme est effectué au bureau d'exploitation et sur le téléphone portable de l'exploitant.

L'inspection a constaté que la centrale de détection gaz du magasin d'engrais était sous-tension et qu'aucun voyant d'anomalie était allumé.

Pour autant, l'exploitant n'a pas justifié du contrôle du système de détection gaz du magasin d'engrais.

Ecart [PdC n° 9] L'exploitant ne justifie pas du bon état de fonctionnement de son installation de détection gaz de son magasin d'engrais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder au contrôle du système de détection gaz de son magasin d'engrais afin de répondre à l'écart du [PdC n°9]

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 6.2.2 et 6.2.3		
Thème(s) : Autre, Niveaux limites de bruit		
Prescription contrôlée :		
<p>Art. 6.2.2</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
<p>Art. 6.2.3</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p>		
PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70dB (A)	60 dB(A)
Constats :		
<p>Le 08 décembre 2022, l'inspection a accusé réception d'une plainte portant sur des nuisances sonores émanant de la société LEPLATRE.</p> <p>Le plaignant rapporte que ces nuisances ont débuté le 01 juillet 2002 et que celles-ci sont permanentes, de jour comme de nuit, sur l'ensemble de la semaine.</p> <p>Une étude d'impact sonore a été réalisée du 14 décembre 2022 au 15 décembre 2022 par la société DEKRA pour le compte de la société LEPLATRE. Cette étude est réalisée pour les 2 sites exploités pour la société LEPLATRE situés au 8 et au 21 rue du Moulin.</p>		

5 points de mesures ont été déterminés pour effectuer les mesures :

- Points 1 et 2 (en limite de propriété et en zone à émergence réglementée) ; (points pour le site au 21 rue du Moulin)
- Point 3 (en limite de propriété) ; (points pour le site au 21 rue du Moulin)
- Point 4 (en limite de propriété) ; (points pour le site au 8 rue du Moulin)
- Points ZER1 (en zone à émergence réglementée). (point pour le site au 8 rue du Moulin)

A noter que le point n°1 est le plus représentatif du niveau d'exposition du plaignant.

Cette étude (rapport n°E1434603/2201-1/1 M00) conclut que **les émergences sont non conformes** sur tous les points considérés en zone à émergence réglementée, de jour comme de nuit.

Pour le site situé au 21 rue du Moulin:

De 07h00 à 22h00 (jour), un dépassement d'émergence au-delà de l'émergence autorisée est constaté respectivement aux points 1 et 2 de 1.5 et 2.5 dB(A).

De 22h00 à 07h00 (nuit), un dépassement d'émergence au-delà de l'émergence autorisée est constatée respectivement aux points 1 et 2 de 9.5 et 13 dB(A).

Aucune mesure de nuit n'a été réalisée au point 3 à la demande de l'exploitant.

A noter que la méthodologie utilisé pour déterminer les émissions acoustiques est non conforme à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. En effet, les mesures acoustiques en limite de propriété et en ZER auraient dû être réalisées pour chacun des sites exploités par la société LEPLATRE et non des mesures au global avec les 2 sites en fonctionnement

Néanmoins, compte tenu de l'importance des dépassements d'émergences précités et que ces dépassements sont présents sur l'ensemble des points en ZER, les émissions sonores des installations situées au 21 rue du Moulin, sont à considérer comme non conformes. Une mesure de bruit en limite de propriété au point n°3 de nuit devra également être effectuée

La rapport a également identifié les sources de bruit responsables des dépassements d'émergence (recensement commun aux 2 sites) :

- De jour, les sources sont la trémie, la tour de manutention, les camions et le moulin.
- De nuit, les sources sont la tour de manutention et le séchoir.

Le rapport précise également le "trafic important sur les voies adjacentes le jour des mesures".

Pour autant, le jour de la visite, l'exploitant, n'a pas présenté de plan d'action pour respecter les seuils des émissions sonores imposés par son arrêté préfectoral.

L'exploitant a indiqué que les ventilateurs du site sont équipés de silencieux et que l'élévateur n°4 va être remplacé courant du mois de septembre.

Selon l'exploitant, ce remplacement pourrait peut-être diminuer le niveau des émissions sonores de l'installation.

Ecart [PdC n°10] L'exploitant ne respecte pas les valeurs limites sonores en zones à émergences réglementées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à un recensement des sources sonores afin de mettre en conformité ses installations.

Après mise en conformité acoustique, une nouvelle étude des émissions sonores doit être effectuée dans des conditions représentatives de fonctionnement des installations comprenant notamment le fonctionnement du séchoir. Cette mesure acoustique des émissions sonores doit être conforme à la méthodologie mentionnée dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Une mesure acoustique sera effectuée pour chacun des sites exploités par la société LEPLATRE et non une mesure globale pour les 2 sites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois